



Syndicat national CGT Finances Publiques - Case 450 ou 451 • 263 rue de Paris 93514 Montreuil Cedex

• [www.financespubliques.cgt.fr](http://www.financespubliques.cgt.fr) • Courriels : [cgt@dgifp.finances.gouv.fr](mailto:cgt@dgifp.finances.gouv.fr) • [dgifp@cgt.fr](mailto:dgifp@cgt.fr) • Tél : 01.55.82.80.80 • Fax : 01.48.70.71.63

<http://www.financespubliques.cgt.fr/>

**En direct des CAP Nationales**

- Calendrier prévisionnel des CAP N°1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8 (1er semestre 2018).
- Mutations 2018 - Guide CGT et instructions
- Nomination au grade d'EDV à titre personnel - CAP des 5 et 6 décembre 2017
- Révision des comptes-rendus d'entretien professionnel (CREP) des Cadres Principaux CAP-B du 05/12/2017
- CAP nationale C des 28, 30 novembre et 1er décembre 2017
- Révision de l'évaluation professionnelle des AAF 2<sup>ème</sup> classe année 2017

**Comptes-rendu**

- Déclaration trimestrielle-groupe de travail réforme de la gestion des retraites de l'Etat
- MUTUALISATION DU RECOURS FORCÉ DES IMPÔTS, AMENDES, SECTEUR LOCAL DES PARTICULIERS

**Médias**

- Calendrier prévisionnel des payes et pensions 2018
- La CGT dénonce «les suppressions de postes» aux Impôts - communiqué de presse - article Corse Matin

**En direct des sections**

- Dérégulation dans le département de l'Ailier contre les suppressions d'emploi
- Gagnés: mobilisation contre les suppressions d'emplois
- Grève et manifestation à la DGFIP de Charente
- Forte Mobilisation DGFIP Haute Corse

**Écoles/formation/concours**

- GT FOR PRO DU 28 DECEMBRE 2017 : La DGFIP réforme sa formation professionnelle à la hache
- Lettre ouverte au directeur général suite au groupe de travail

**Agenda**

- CE UFSE-CGT : 18/01/2018
- Commission Educative Nationale : 23/01/2018 - 25/01/2018
- CE UFSE-CGT : 15/03/2018
- Commission Educative Nationale : 27/03/2018 - 29/03/2018
- Conseil National de l'UFSE-CGT : 23/05/2018 - 24/05/2018

**Cher.e Camarade,**

L'année 2017 en France fut marquée par la victoire à la présidentielle d'un homme qui assume la politique libérale qu'il méritait et qui s'en satisfait pleinement.

Cette politique a commencé à se mettre en oeuvre. Dans la droite ligne de la Loi travail de 2016, les ordonnances de cet été ont toujours plus affaibli les protections des salariés du privé et les effets n'ont pas tardé : Finike, PSA, autant de groupes qui entendent déjà se saisir des nouvelles dispositions pour imposer de nouveaux plans sociaux.

Dans le même temps, les annonces fiscales sont on ne peut plus claires : tu es riche et bien portant, tu peux t'en aller et déjà sabrer le champagne... tu es pauvre et malade, n'espère rien, il n'y aura pas d'argent à redistribuer. Pour peu que tu sois fonctionnaire, tu auras le jour de carence, des suppressions d'emplois et donc des conditions de travail toujours plus déplorables... et aucune augmentation de ton pouvoir d'achat.

La politique de rigueur va aller en s'accroissant : elle se traduira par la suppression de 120 000 postes de fonctionnaires. À la DGFIP, dans des CT, des directeurs se lâchent annonçant pour les années à venir près de 4000 suppressions d'emplois par an à partir de 2019 (chiffre que la DG se refuse à donner malgré nos demandes et nos calculs).

Cette politique de réforme en profondeur du service public que le gouvernement a lancé à travers la mise en place de CAP 22 n'a d'autres ambitions que de définir ce qui peut être abandonné et/ou privatisé dans les missions publiques. Notons de ce point de vue que les Finances ne sont pas dans le domaine régalien (cf. chantier ouvert joint). Et si le comité-pilote ne rendra ses préconisations qu'en mars 2018, le gouvernement lui s'est empressé de lancer des appels d'offres à des cabinets de consulting et d'audit pour « l'aider au changement ».

Le programme tracé est lisible et il est sans aucun doute en défaveur des intérêts des salariés et des missions. Inutile ici de revenir sur les multiples annonces faites par le Directeur Général sur l'avenir de notre administration qui vont dans le même sens. Ainsi le Ministre Darmanin lors de rencontres dans des départements avec la CGT n'a aucun mal à dire que si Bruno Parent fait quelque chose, c'est parce qu'ils sont d'accord tous les deux.

Dans ce contexte, c'est bien par l'action et la lutte que nous pourrions peser sur les choix et gagner sur nos revendications à la DGFIP.

Colonne de droite syndiqués: [lettre d'info des sections](#)

- [=A](#)
- [±A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

Leave this field blank